

Pouvoir d'emprunt—Loi

Prenons la question des subventions postales, une promesse que le gouvernement avait faite à l'industrie canadienne du livre et du périodique, mais qu'il n'a pas tenue. L'an dernier, le gouvernement a promis aux éditeurs que, durant les cinq prochaines années au moins, la subvention accordée dans le cadre du programme resterait à peu près au même niveau, soit 220 millions de dollars par année. Qu'est-il advenu de ces promesses? Est-ce à cause des pressions des Américains qui considèrent les subventions postales comme déloyales? Regardez ce que les États-Unis ont fait avec leur budget il y a tout juste un mois.

La subvention postale doit être réduite de 10 millions en 1989-1990, puis de 35 millions de plus en 1990-1991. Le gouvernement ramène donc la subvention postale de 220 millions à 175 millions en 1990-1991. Il n'a pas expliqué très clairement quelles étaient ses intentions à propos de ces compressions et il est difficile de démêler ce que disent le budget, le plan fiscal et les contradictions officielles.

Pour le secteur des magazines au Canada, qui ne fait que 2 p. 100 de bénéfiques avant impôts, les conséquences de ces réductions sont très graves. C'est un exemple de l'opinion du gouvernement qui veut que la politique culturelle a si peu d'importance que si la hache budgétaire la touche, personne au Cabinet ne s'en préoccupe. Pour le gouvernement, c'est simplement une question de sous.

Je pense que ces compressions dans le secteur culturel montrent un gouvernement prêt à s'attaquer aux programmes destinés à appuyer et à promouvoir notre canadienité. Sans les arts, sans la distribution, sans l'accès équitable, sans le traitement égal partout dans ce vaste pays, qu'est-ce qui va nous aider à avoir une idée de ce que nous sommes et de ce que nous représentons?

En une décennie, le gouvernement aura réduit les crédits de Radio-Canada, en dollars constants, de près de 400 millions. En face, je vois un gouvernement qui a réussi ce qu'il n'avait pas pu faire par le biais du budget. Ce n'est pas une chose dont il devrait être fier.

Le Conseil des arts du Canada a fait un lobbying intense et a presque obtenu 47 millions de crédits supplémentaires. En fin de compte, il n'a eu que 1,7 million, ce qui ne compense même pas l'inflation. La directrice du Conseil des arts du Canada, Joyce Zeamans, disait que l'absence d'augmentation fera qu'une nouvelle génération d'artistes sera laissée pour compte. C'est l'héritage

que nous laissera le gouvernement dans le secteur culturel.

Je n'ai pas d'autres observations à faire au sujet du Centre national des arts et de son avenir. Depuis 1984, le gouvernement l'affame. En fait, en dollars d'aujourd'hui il a probablement coupé environ 10 millions, sans compter ce qu'ont perdu les artistes qui n'ont pas été traités équitablement et n'ont pas reçu la protection nécessaire. Si j'avais le temps, j'ajouterais une autre liste à cette litanie. Toutefois, je vois que mon temps est terminé.

Je terminerais en disant que c'est le 20^e anniversaire du ministère des Communications et de la Culture. Le gouvernement devrait avoir honte de ce qu'il lui donne en cadeau.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, je prends la parole pour participer au débat du projet de loi C-11, Loi portant pouvoir d'emprunt, par lequel le gouvernement cherche à obtenir l'autorisation d'emprunter 25,5 milliards de dollars. Le projet de loi constitue bien sûr un élément intégral de la politique budgétaire dont le budget sabre dans les programmes sociaux et le développement régional, annonce la disparition à plus ou moins brève échéance de VIA Rail et néglige de s'attaquer à beaucoup des problèmes auxquels les Canadiens sont aujourd'hui confrontés.

Au cours de l'année dernière, nous avons beaucoup entendu parler du principal problème dont se préoccupent les Canadiens individuellement et dans les médias, c'est-à-dire celui de la difficulté croissante de trouver un logement convenable à prix abordable. Il s'est produit depuis deux ou trois ans un certain nombre d'événements qui ont fait du problème du logement ce qu'il est devenu aujourd'hui.

Tout d'abord, il y a eu une augmentation spectaculaire du prix des maisons surtout à Toronto et à Vancouver. À Toronto, les prix ont augmenté de 154 p. 100 depuis 1984, à Vancouver de 88 p. 100. En même temps, le taux d'inoccupation des logements locatifs a diminué considérablement. D'après les chiffres les plus récents, Toronto a un taux d'inoccupation de moins de 0,2 p. 100, tandis qu'il est de moins de 0,1 p. 100 à Vancouver.

D'autres problèmes importants alimentent la crise du logement. Le revenu familial réel a baissé depuis 1980. Le pouvoir d'achat des familles actives moyennes a en effet diminué de 725\$ depuis cette année-là tandis que l'État haussait taxes et impôts. Cela veut dire que les familles ont moins d'argent à consacrer au logement. De même, 60 p. 100 de toutes les familles monoparentales dont le chef est une femme ont un revenu inférieur au seuil de la pauvreté. Au moins 70 p. 100 des personnes âgées qui sont pauvres sont des femmes, ce qui montre